

**L'HOMME**

**L'Homme**

Revue française d'anthropologie

**180 | 2006**

**Rendre visible**

---

**Laëtitia Atlani-Duault, *Au bonheur des autres : anthropologie de l'aide humanitaire***

Paris, Société d'ethnologie, 2005, 200 p., bibl., ill., carte

**Laurent Vidal**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/2567>

DOI : 10.4000/lhomme.2567

ISSN : 1953-8103

**Éditeur**

Éditions de l'EHESS

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 décembre 2006

Pagination : 203-206

ISSN : 0439-4216

**Référence électronique**

Laurent Vidal, « Laëtitia Atlani-Duault, *Au bonheur des autres : anthropologie de l'aide humanitaire* », *L'Homme* [En ligne], 180 | 2006, mis en ligne le 25 octobre 2006, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/2567> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.2567>

---

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© École des hautes études en sciences sociales

---

# Laëtitia Atlani-Duault, *Au bonheur des autres : anthropologie de l'aide humanitaire*

Paris, Société d'ethnologie, 2005, 200 p., bibl., ill., carte

Laurent Vidal

---

- 1 L'OUVRAGE de Laëtitia Atlani-Duault vient combler un vide et résoudre un paradoxe : le premier découle de l'absence d'étude anthropologique sur le fonctionnement de l'aide humanitaire appréhendée de l'intérieur de son organisation alors que – paradoxe – l'humanitaire est l'objet de discours d'origines diverses (journalistique, sociologique, historique et anthropologique) mais jamais fondés sur l'observation attentive des pratiques de leurs acteurs. *Au bonheur des autres* met en scène ces acteurs, membres d'une agence onusienne, nommée pour des exigences d'anonymat l'OID (Organisation internationale de développement), ou responsables des ministères et des associations investis dans la « lutte contre le sida » dans les ex-Républiques de l'Union soviétique de Transcaucasie et d'Asie centrale.
- 2 Le caractère largement inédit de la démarche mise en œuvre – double ethnographie d'une agence de développement et de ses bénéficiaires, situant le chercheur, à la fois observateur et acteur, sur un « fil délicat » (p. 36) – ressort dès le premier chapitre. Celui-ci se présente comme une réflexion sur la posture anthropologique et la conciliation entre distance et présence, observation et implication, avec une mise en abîme méthodologique qui en fait l'originalité. En effet, Laëtitia Atlani-Duault doit muer en confiance le soupçon des membres de l'OID pour son projet, alors qu'ils se trouvent eux-mêmes confrontés à un défi analogue avec leurs interlocuteurs des ministères de la santé, réticents face au modèle d'approche du sida que l'OID leur suggère d'adopter. La construction de ce modèle nous est exposée dans un deuxième chapitre, où l'on voit comment, progressivement, les agences de développement abandonnent le dogme de la croissance économique comme facteur de réduction des inégalités sociales, pour privilégier – à partir de la fin des années 1980 – la promotion de la « bonne gouvernance » comme condition nécessaire du « développement

durable » (pp. 47 *sqq.*). Parallèlement à cette évolution s'est construite une nouvelle lecture de l'épidémie de sida, analysée non plus uniquement comme un problème de santé publique mais aussi et surtout comme un défi au développement. Dès lors l'argumentaire suivant se met en place : en tant que problème posé au développement des sociétés, le sida doit générer une réponse fondée sur la structuration de la « société civile » – avec en son sein, très concrètement, les ONG « summum du rêve de tout “développeur” » (p. 64) – seule à même d'enclencher des réformes de l'État allant dans le sens de la « bonne gouvernance ». Munis de ce cadre de pensée et d'action, les acteurs de l'OID, lorsqu'ils commencent à s'implanter dans les nouveaux États d'Asie centrale et de Transcaucasie sont, au début des années 1990, confrontés à « L'héritage complexe de l'Union soviétique » (chap. III), associant contrôle de comportements jugés « déviants » (toxicomanies, prostitution) et des personnes souffrant de maladies sexuellement transmissibles (pressions pour divulguer le nom des partenaires sexuels), et délaissement de la contraception orale au profit de l'avortement, cela dans une organisation étatisée des mécanismes de dispensation des soins, où l'intérêt de la société prime – quel qu'en soit le coût – sur celui de l'individu. Les termes d'un choc des cultures politiques et sanitaires sont alors en place, et, poursuivant la mise en abîme méthodologique évoquée précédemment, Laëtitia Atlani-Duault nous relate cette rencontre, cette découverte mutuelle de l'OID et des responsables locaux de la santé. Il faut donc « négocier, du côté de l'OID une forme d'“idéal” d'ONG (de femmes s'adressant à des femmes, de toxicomanes aidant à la prise en charge de toxicomanes) et du côté des autorités la nécessité de contrôler pour, précisément, maintenir de faibles taux de prévalence du VIH dans le pays » (chap. IV). Par un judicieux dosage de récits présentant des scènes de vie quotidienne, de dialogues entendus lors de réunions entre membres de l'OID et responsables de la santé, d'analyses et de mises en perspective théoriques, le lecteur devient familier des joutes argumentaires qui s'échafaudent. Les membres de l'OID tentent de convaincre les responsables gouvernementaux de l'importance d'accepter la création de structures non gouvernementales pour qu'ils puissent, en retour, bénéficier d'une aide financière (pp. 129-130). Ces derniers résistent, non seulement parce que se trouve remise en cause une conception du rapport de l'État à ses citoyens, fondée sur la nécessité du contrôle de chacun pour le bien de tous, mais aussi parce que le modèle qui leur est proposé équivaut, estiment-ils, à les assimiler aux pays « sous-développés », massivement touchés par le sida, où réussissent ces stratégies de structuration de la société civile et d'émergence des ONG. Cette résistance qui, plutôt que de céder, en vient à s'adapter aux exigences de l'OID : l'agence prend contact avec des ONG... dont certaines se révéleront être de pures créations gouvernementales. S'engage néanmoins un travail de discussion, de négociation avec les responsables de ces ONG qui permet de dégager, dans un premier temps, une double réponse aux exigences de structuration de la société civile établies par l'OID : « blanche » ou « rouge » (chap. V). Relèvent du premier qualificatif les discours et les pratiques s'affranchissant du modèle soviétique et correspondant donc au cadre défini par l'OID, à l'inverse donc des personnes et ONG associées au modèle « rouge ». Cette dichotomie générale posée par l'OID mérite d'être nuancée et affinée, comme l'explique l'auteur, car loin d'être « en contradiction avec l'héritage soviétique », le mouvement « blanc » s'« y ancre et y prend sens » (p. 157), témoignant d'un processus d'incorporation et de relecture de l'histoire, qualifié de « gris ». Nous sommes là au cœur d'une compréhension anthropologique des logiques individuelles inscrites dans des cadres collectifs d'action que l'OID échoue initialement

à percevoir dès lors qu'en n'imaginant pas ces stratégies « grises », elle oublie « la liberté créatrice et fragmentée, à la fois ancrée dans l'histoire et faisant feu de toute innovation possible » (p. 161). Par la suite, dans un ultime mouvement, les acteurs de développement modifient leur premier argumentaire « culturaliste » (la culture de « gouvernement » de l'OID devrait faire face à des blocages culturels hérités de l'Union soviétique, dont n'arrivent pas à se détacher les ex-Républiques) en jugeant que localement – et donc de ce point de vue « culturellement » – les ressources sociales et politiques existent pour qu'émerge le gouvernement de la société civile – via les ONG – tant espéré. La culture locale longtemps assimilée à un facteur de conservatisme, d'archaïsme, et à laquelle les « valeurs universelles » de l'OID devaient s'opposer est donc intégrée, dans la rhétorique de l'agence, comme un « levier » de changement (p. 175). Mais l'usage de ce levier est foncièrement ambigu, comme le souligne justement l'auteur, dès l'instant où sa manipulation témoigne d'un glissement de la responsabilité d'un éventuel échec du projet, de l'OID vers les acteurs locaux.

- 3 Nous retrouvons là des usages rhétoriques et politiques de la référence culturelle, familiers<sup>1</sup> aux actions de « lutte contre le sida », qui oscillent entre valorisations ambiguës et dépréciations explicites de pratiques présentées comme « culturelles ». L'ambiguïté résulte d'une double manipulation conceptuelle : d'une part, ce qui est présenté comme « culturel » (je pense à la circoncision) relève plus largement du « trans-culturel », sauf à repenser en termes universalisant la culture, translation que se gardent d'effectuer les discours assimilant la circoncision à une pratique culturelle, dès lors qu'ils la considèrent comme explicative du « sida en Afrique » ; et, d'autre part, ce même « culturel » est pensé indépendamment du politique, ou plus exactement en opposition à ce dernier. Sur ce dernier point, l'analyse de Laëtitia Atlani-Duault se révèle particulièrement novatrice : il n'y a là nul hasard anthropologique, mais bien le résultat d'un objet rigoureusement construit ainsi qu'une méthode d'enquête et un travail de mise en forme de l'analyse fortement originaux. Je veux signifier ici que c'est bien *parce qu'elle* a décidé d'investir *cet* espace de recherche (la relation humanitaire, autour de l'exemple du sida), avec *ces* méthodes (ethnographie des pratiques et décisions) que l'auteur a été en mesure, au terme de son étude, d'inscrire le référent « culturel » comme un argument politique tant du côté des membres de l'OID, que des responsables locaux de la santé. La présentation des dialogues lors des réunions entre les deux parties confère une expression judicieuse à un second moment clé de la démonstration : au-delà du simple constat que les positions des collectifs (l'équipe de l'OID, celle des ministères) sont la résultante négociée de conceptions et de discours individuels, Laëtitia Atlani-Duault montre combien sont variées, et parfois hétérogènes, les positions de ces acteurs. Ce constat est essentiellement valable pour les équipes gouvernementales<sup>2</sup>, du responsable de la santé publique reprenant inlassablement les arguments du nécessaire contrôle des populations et du primat du collectif et de l'État sur l'individu et la société civile, à son collaborateur, rompu à la rhétorique développementaliste et soucieux de ne pas contredire les principes d'intervention et d'aide de l'OID. Une palette de sensibilités s'exprime dans des négociations dont l'auteur a su rendre la tension et les enjeux qui les caractérisent.
- 4 Comme tous les ouvrages formellement et thématiquement novateurs et réussis (saluons la qualité du travail d'édition pour le rendu des dialogues, l'alternance d'illustrations du quotidien des habitants des régions en question et d'analyses, l'insertion d'un cahier photographique qui situe l'espace, le territoire physique où intervient l'OID sans pour autant être une illustration du propos), *Au bonheur des autres*

stimule des axes de réflexion. Parmi d'autres, deux me semblent devoir être soulignés. Le premier renvoie à la posture de l'anthropologue, pour qui le dilemme entre l'implication et l'observation, la participation et la distance prend ici une forme et une ampleur relativement inédites dès lors que s'y agrègent, d'une part, le problème du caractère politiquement sensible des faits et gestes observés, des discours recueillis et, d'autre part, l'exigence de confidentialité, d'« anonymisation » de ses sources qui ne doit néanmoins pas nuire au caractère explicite des analyses produites. Se trouve alors posée la question de la limite de l'anthropologie : est-elle fixée par l'objet tel qu'*a priori* perçu et défini par le chercheur (qui alors s'interdira de travailler sur telle ou telle question) ou est-elle relative et modulable, au fil du terrain, en fonction des événements qui y surviennent et qui, on le sait, participent aussi de la construction de l'objet ? Le second espace de questionnement que cet ouvrage oblige à repenser pourrait se résumer en ces termes : jusqu'à quel point les interventions des agences d'aide au développement portant sur la santé – et en particulier sur le sida – modifient-elles la culture générale et les principes d'actions fondamentaux de ces agences, tous secteurs d'intervention confondus, bien au-delà donc de la santé ? Autrement dit, peut-on envisager une fonction réformatrice du sida pour l'humanitaire, comme cela a longtemps – et peut-être vainement – été attendu, pour le fonctionnement des systèmes de santé, pour les relations entre malades et soignants... Sous forme interrogative, cette hypothèse de recherche s'appuie sur deux enseignements du livre de Laëtitia Atlani-Duault : d'un côté, l'OID, tout en combattant l'idée d'une surveillance et d'un confinement des personnes les plus exposées au VIH (les malades de MST, les toxicomanes par voie intraveineuse, les prostituées), ne semble pas développer une réflexion sur les enjeux – notamment en termes de stigmatisation – de l'usage même de la notion de groupe, ici « à risque » ; à l'inverse, l'ouvrage est une claire démonstration qu'en confrontant leur vision de l'aide à *propos et à partir* du sida avec les responsables nationaux de la santé, les membres de l'agence de développement ont transformé et adapté leur philosophie et leurs principes d'action. Le premier de ces constats amènerait à douter d'une impulsion réformatrice du sida, alors que le second pourrait au contraire l'illustrer.

- 5 Questions ouvertes par un ouvrage dont j'ajouterai pour conclure que ce n'est pas le moindre mérite d'investir un espace de réflexion délaissé par l'anthropologie pour, progressivement, renouveler avec précision le débat sur les « thématiques frontières » de la discipline que sont, à partir de l'exemple paradigmatique de l'humanitaire et de l'aide au développement, les liens entre le politique et le sanitaire, l'individuel et le collectif, le sujet et l'objet de la recherche.

---

## NOTES

1.. On pourra se reporter à Laurent Vidal, « Afrique, les risques du culturalisme », *Le Journal du sida*, 1995, 75-76 : 32-34.

2.. Et dans une moindre mesure, au sein de l'équipe de l'OID composée de ressortissants des pays d'Asie centrale et de Transcaucasie et de personnes originaires d'autres

régions du monde : chez les premiers se repère une forme de compréhension spontanée de la culture « locale ».